

Éric Lambin

# Une écologie du bonheur



Le Pommier



# Une écologie du bonheur

Je remercie toutes les personnes qui m'ont permis d'améliorer le manuscrit grâce à leurs commentaires, et en particulier Sophie Bancquart, Catherine Cornu, Jean-Jacques et Daisy Lambin, et Patrick Meyfroidt. Ce livre a bénéficié d'échanges d'idées avec de nombreux collègues et doctorants de mon équipe.

Cet ouvrage a paru aux Éditions Le Pommier en 2009.  
Copyright de la présente édition © Humensis/Le Pommier, 2020  
Tous droits réservés

ISBN: 978-2-7465-2219-0  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris  
[www.editions-lepommier.fr](http://www.editions-lepommier.fr)

Éric Lambin

# Une écologie du bonheur

Le Pommier



« Seulement lorsque le dernier arbre sera coupé,  
seulement lorsque la dernière rivière sera polluée,  
seulement lorsque le dernier poisson sera attrapé, alors  
seulement ils réaliseront que l'argent ne peut être mangé. »

Proverbe des Indiens Cree, Amérique du Nord





# Introduction

## **Dégradation de l'environnement, amélioration du bien-être**

Ce livre s'appuie au départ sur une observation aujourd'hui incontestable : au cours du dernier siècle, l'humanité a transformé la planète Terre en profondeur. Ces transformations ont modifié la capacité de la nature à fournir des biens et services naturels essentiels pour assurer le bien-être des sociétés humaines. Il est inutile de répéter ici la litanie des changements écologiques d'ampleur mondiale, régionale et locale. D'autres ouvrages, dont mon livre précédent, *La Terre sur un fil*, analysent la nature et les causes de ces transformations ainsi que les réponses possibles. Il suffit de rappeler que les changements environnementaux se sont considérablement accélérés depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle. L'activité humaine a poussé le système terrestre au-delà des frontières de son comportement naturel. Face aux pressions exercées par l'homme, la trajectoire future de la planète Terre devient imprévisible. Étant donné la complexité du système terrestre,

des changements abrupts ne sont pas à exclure une fois certains seuils critiques dépassés, en particulier si se produisent simultanément des variations brutales du climat et des changements rapides dans les sphères politique, économique ou sociale, certaines régions du monde étant plus vulnérables que d'autres. L'humanité s'est donc involontairement engagée dans une vaste expérience sans vision claire de la destination à laquelle elle mène et sans véritable pilote.

Cette constatation plutôt inquiétante est toutefois compensée par des données qui ont de quoi nous rassurer et pourraient même nous donner l'impression que la dégradation environnementale n'a somme toute guère d'impact sur ce qui nous importe vraiment. En effet, au cours de la période pendant laquelle les changements environnementaux provoqués par l'homme ont été les plus rapides, l'augmentation du bien-être matériel a été continue. L'espérance de vie est passée de 24 ans en l'an 1000 à une moyenne mondiale de 66 ans en 2008 (elle était de 78,5 ans en moyenne en 2008 dans les pays de l'Union européenne). Sur la même période, le revenu moyen a été multiplié par 20, après correction permettant de supprimer l'effet de l'inflation. Depuis les années 1950, l'économie mondiale a été plus dynamique qu'elle ne l'a jamais été auparavant. Au cours de la seconde moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle, la production alimentaire mondiale a augmenté à un taux plus élevé que celui de la croissance de la population. Sur une période plus récente encore, la mortalité infantile dans le monde est passée de 200‰ en 1980 à 50‰ en 2008 (et 6‰ dans les pays de l'Union européenne); la taille, le poids et le quotient intellectuel moyens sont en augmentation constante; les maladies cardio-vasculaires, pulmonaires et articulaires apparaissent de plus en plus

tard ; et les maladies chroniques diminuent de 0,7 % par an depuis 1900. Ces progrès suggèrent donc que le bilan du développement économique a été largement positif pour l'humanité, en dépit des modifications profondes de l'environnement naturel. La mondialisation peut être en partie créditée de ces progrès. Depuis 1950, la croissance du commerce mondial a été deux fois plus rapide que la croissance économique, ce qui suggère que la mondialisation accrue des échanges a été intimement associée à la période récente de prospérité économique. Pourquoi devrions-nous donc modifier notre mode de consommation et de production, alors que nous en récoltons de généreux bénéfices, et cela depuis maintenant plus de deux siècles ?

Le problème est de savoir si cette augmentation du bien-être humain va se poursuivre dans les décennies à venir malgré l'érosion de notre capital naturel. Sera-t-il possible de généraliser à l'ensemble de la population humaine les progrès dont ont surtout bénéficié, jusqu'à présent, les plus nantis de la planète – qui ne représentent que 20 % de la population mondiale ? Les changements environnementaux ne risquent-ils pas d'avoir des impacts négatifs sur la santé humaine, la sécurité et le bonheur au cours des décennies à venir ? La facture de notre modification en profondeur de la planète Terre va-t-elle bientôt nous être présentée sous la forme d'une diminution du bien-être ?

## **La question importante**

La question qui a dominé le débat ces dernières années a été : quel est l'impact de l'activité humaine sur l'environnement

naturel ? Ce livre répond à une question complémentaire, négligée jusqu'à présent, bien qu'elle soit cruciale si l'on souhaite mobiliser tous les acteurs de la société en vue de réussir une transition vers un développement durable : quel est l'impact des changements environnementaux sur le bien-être humain ? Ou encore : avons-nous besoin de la nature pour être heureux ? En termes plus techniques : est-il nécessaire de maintenir l'intégrité des écosystèmes naturels pour assurer notre bonheur ?

Qu'il soit clair dès le début de ce livre que par « changements environnementaux » j'entends bien plus que le réchauffement du climat : sont également concernés des phénomènes récents liés à l'activité humaine comme les modifications des écosystèmes terrestres (par la déforestation, l'érosion des sols, l'expansion agricole et son intensification) et des écosystèmes marins (par la surpêche, l'acidification et la pollution des mers), la perte de biodiversité, les invasions de régions du monde par de nouvelles espèces animales et végétales, la perturbation du cycle de l'eau, l'urbanisation et les multiples formes de pollution de l'air, de l'eau et des sols.

Notre réflexion a une résonance pratique importante. Elle concerne une motivation essentielle pour la modification de notre mode de développement vers une trajectoire moins destructrice de la nature. Devons-nous diminuer notre empreinte écologique simplement pour préserver l'intégrité de la nature, car celle-ci a une valeur en soi, ou bien cherchons-nous plutôt à éviter des catastrophes à venir ? Ou encore devons-nous le faire car cela est nécessaire pour augmenter le bien-être des plus pauvres de la planète – ces trois milliards de personnes qui vivent dans un état de grande

pauvreté ? À moins que l'objectif principal soit de maintenir ou même d'augmenter encore le niveau de bien-être dans les pays les plus riches ?

En effet, si nous avons des raisons strictement anthropocentriques de diminuer notre pression sur l'environnement et même des motivations profondément égocentriques – « Je défends mon bonheur » –, il serait plus facile de susciter l'adhésion de tous à cette vaste entreprise, dans laquelle nous serons engagés au cours des décennies à venir. Si, en revanche, seules des motivations purement altruistes justifiaient l'adoption d'un mode plus durable de développement au nom d'une responsabilité envers les générations futures, d'autres espèces vivantes ou, d'une manière plus abstraite encore, envers la nature, il serait difficile de mobiliser l'ensemble des acteurs de la société. Or une révolution dans nos modes de consommation et de production – la première révolution véritablement mondiale – ne pourra être réussie que si chacun y apporte sa contribution : pays riches et pauvres, organisations publiques et privées, conservateurs et réformateurs, producteurs et consommateurs, acteurs et spectateurs, jeunes et vieux. Et le temps presse : pour éviter que des seuils critiques de changements environnementaux ne soient dépassés, une transition vers un mode plus durable de développement devrait avoir été accomplie d'ici à 2050 environ. Vu l'inertie du système économique mondialisé et des systèmes naturels, cet objectif ne sera atteint qu'à la condition que toute la société se mobilise non pas demain, mais aujourd'hui.

## Le problème des *free riders*

Bien que chacun perçoive de plus en plus clairement l'ampleur des changements environnementaux provoqués par l'activité humaine, la modification des comportements et des politiques reste timide et lente au regard de l'ampleur de la tâche. À cet égard, les attitudes individuelles sont très hétérogènes au sein de la société. Une petite fraction de la population, moins de 20 %, est prête à modifier son mode de consommation pour des raisons éthiques et au nom d'un principe de responsabilité envers la nature et les générations futures. Ces personnes souhaitent coopérer pour le bien public et sont soucieuses d'apporter une contribution au bénéfice du groupe, au-delà de leur intérêt privé. Certaines de ces personnes ont un système de valeurs « écocentrique » – elles respectent la nature en elle-même – alors que d'autres sont des « altruistes anthropocentriques » – elles sont avant tout préoccupées par le bien-être humain, mais reconnaissent que celui-ci passe par une protection de l'environnement. Cette fraction de la population est déjà convaincue et apporte sa contribution quotidienne à une transition vers un développement durable, quitte à en supporter elle-même les coûts. Ce sont les personnes qui trient leurs déchets, ont déjà remplacé les ampoules traditionnelles de leur maison par des ampoules fluorescentes compactes, prennent leur vélo ou un moyen de transport public lorsque cela est possible et imprègnent leur mode de vie, leur travail et l'éducation de leurs enfants d'un système de valeurs basé sur la responsabilité envers les autres et le monde.

À côté de ceux-là, la fraction la plus élevée de la société – environ 60 % de la population – est constituée de « suiveurs » (ou « coopérateurs conditionnels »), c'est-à-dire d'individus qui suivront le mouvement imprimé par la majorité et par les faiseurs d'opinion. Ils sont prêts à contribuer au bien public à condition que tout le monde le fasse. Ils adoptent donc une stratégie conditionnelle, qui s'adapte au comportement des autres. Ils n'acceptent pas de faire un sacrifice alors que d'autres profitent du système. Ils suivent le mouvement imprimé par les leaders, mais ne veulent pas prendre le leadership. Entraîner cette majorité dans le mouvement vers un développement durable nécessite donc de faire d'abord évoluer les autres segments de la société.

Or, pour y parvenir, il faut résoudre le problème représenté par la fraction d'individus présents dans toute société – les 20 à 30 % restants – qui sont quant à eux essentiellement animés par la poursuite de leur intérêt personnel, indépendamment de toute préoccupation altruiste, ou qui sont irrémédiablement sceptiques. Ce sont les *free riders* (l'expression anglaise pour « passagers clandestins », que l'on pourrait aussi traduire par « resquilleurs » ou « individualistes ») qui s'accaparent plus que leur part équitable des ressources et assument moins que leur part des coûts. Ils profitent d'un bien public sans contribuer à en assurer le maintien. Ce groupe est constitué de ceux qui sont mus par l'appât du gain et animés par un esprit de compétition, qui veulent être les meilleurs et sont prêts à tout pour arriver à leurs fins. Dans le domaine environnemental, ce sont les personnes (ou les dirigeants des pays) qui laissent les autres diminuer leur empreinte écologique alors qu'ils augmentent sans scrupule leur consommation énergétique

et leur pollution. C'est par exemple ce prince d'Arabie saoudite qui a commandé comme jet privé un Airbus 380, ce nouvel avion superjumbo de 840 places. Chaque minute de vol qu'il passera dans la salle de gymnastique ou dans un des salons de l'appareil annulera les efforts d'économie d'énergie de milliers de ménages.

Certes, ces *free riders* ne représentent qu'un peu plus de 20 % de la population, mais ils jouent un rôle déterminant par la manière dont ils influencent l'opinion des « suiveurs ». Un suiveur ne modifiera pas son mode de vie s'il a pour voisin un *free rider*. Au demeurant, ces *free riders* ont une consommation tellement plus élevée que les autres membres de la société qu'à eux seuls ils représentent l'essentiel du problème environnemental. Steven Pacala, un biologiste américain de l'université de Princeton, a ainsi calculé en 2007 que la moitié des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), un gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique, a pour origine seulement 7 % de la population mondiale, soit les 500 millions de personnes les plus riches de la planète. En revanche, la moitié de la population mondiale la plus pauvre n'est responsable que de 7 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone – une quantité négligeable, qui s'explique par la pauvreté et le dénuement de ces 3,3 milliards de personnes. Les 500 millions de personnes qui émettent le plus de CO<sub>2</sub> sont les *free riders* du système mondial. Ils sont riches relativement au reste de l'humanité et vivent pour la plupart en Amérique du Nord et en Europe occidentale, mais aussi en Russie, en Chine et en Inde. Ils polluent beaucoup plus que ce qui serait leur part dans un système équitable, mais ils sont aussi ceux qui décident de quoi sera fait le monde de demain,



grâce à leur énorme pouvoir d'investissement et d'innovation, et au rôle de modèle qu'ils occupent par rapport à la masse des personnes qui aspirent à devenir comme eux. C'est aussi de leurs rangs qu'émergent les plus grands philanthropes qui, après une vie consacrée à amasser le plus d'argent possible, se donnent pour mission d'aider les plus pauvres – même si quelques dizaines de très généreux donateurs ne représentent qu'un très faible ratio par rapport aux 500 millions de *free riders*.

Les psychologues nous avertissent qu'un individu ne peut pas être assigné de manière univoque à l'un des trois types décrits ci-dessus – les altruistes, les coopérateurs conditionnels et les *free riders* –, car les traits de la personnalité s'adaptent aux circonstances de la vie et peuvent changer au cours du temps. Néanmoins, des recherches récentes en économie expérimentale ont montré que la répartition de ces trois types dans une population est relativement stable à travers les cultures du monde moderne. Cela est révélé par une expérience simple, qui a été répétée maintes fois à travers le monde. Elle est connue sous le nom de « jeu des biens publics avec un mécanisme de contribution volontaire ». Dans une des formes de ce jeu, chaque membre d'un groupe de quatre personnes sélectionnées au hasard et mises en situation dans un laboratoire reçoit une somme d'argent. Chacun peut soit garder cet argent en le déposant sur un compte privé, soit le déposer sur un compte au nom du groupe. La banque double le montant déposé sur le compte du groupe. La règle du jeu impose qu'ensuite la somme d'argent ainsi obtenue soit divisée en quatre parts égales pour la redistribuer entre tous les membres du groupe, qu'ils aient ou non déposé de l'argent sur ce compte. Donc

toute somme déposée sur le compte commun augmente le revenu de l'ensemble des membres du groupe, mais diminue le revenu individuel. En effet, si les quatre personnes mettent 10 euros chacune sur le compte commun, le total sera de 40 euros, qui seront doublés par la banque (80 euros), puis partagés en quatre, soit un revenu individuel de 20 euros. Si un *free rider* laisse les trois autres membres du groupe déposer leurs 10 euros sur le compte du groupe, mais garde ses 10 euros sur son compte privé, alors les 30 euros du compte du groupe seront doublés par la banque (60 euros) et partagés en quatre (15 euros chacun). Le *free rider* aura donc les 10 euros de son compte privé plus les 15 euros du compte du groupe, soit 25 euros, qui représentent un gain supérieur aux 20 euros qu'il aurait obtenus en déposant, comme les autres, son argent sur le compte du groupe. Au total, toutefois, le groupe dans son ensemble engendre moins d'argent dès que l'un ou plusieurs de ses membres adoptent une stratégie de *free rider*. Le dilemme social est donc que l'optimum au niveau collectif n'est atteint que si chaque individu prend une décision contraire à son intérêt personnel de maximiser son propre revenu.

Lorsque ce jeu est répété de nombreuses fois, on découvre que plus de 20 % des sujets se comportent comme des *free riders*. Une fois que les membres d'un groupe découvrent que l'un des leurs adopte cette stratégie, 60 % environ des sujets arrêtent de déposer leur argent sur le compte commun – ce sont les coopérateurs conditionnels ou les suiveurs. Moins de 20 % des sujets continuent en revanche à investir leur argent sur le compte commun, quelle que soit la stratégie adoptée par les autres. Ce sont les altruistes. Des proportions similaires se retrouvent pour plusieurs variantes de

ce jeu, qui est bien entendu une représentation caricaturale de l'existence humaine. Les situations réelles et nos réactions lorsque nous y sommes confrontés sont composées de multiples dimensions, affectives notamment, que ce jeu ne représente guère.

Il est néanmoins indispensable de bien comprendre ces différentes sources de motivation, qui sont à la base des stratégies individuelles, pour susciter l'adhésion de tous les acteurs de la société dans la transition vers un développement durable. La dynamique sociale autour de problématiques qui touchent au bien commun est toujours le résultat d'un équilibre entre les attitudes contrastées des différentes composantes de la société. Convaincre les *free riders* de devenir altruistes est une voie difficile. En revanche, leur montrer qu'il est dans leur intérêt égoïste, pour assurer leur bonheur, de diminuer leur empreinte écologique est une voie beaucoup plus prometteuse. Car ils sont souvent des innovateurs dotés d'un esprit d'entreprise et prêts à prendre des risques. À ce titre, ils sont un des moteurs de la société. Et si, grâce à des arguments destinés aux *free riders*, les « suiveurs » anticipent un peu le mouvement plutôt que d'attendre que les autres leur montrent la voie, la transition vers un développement durable n'en sera que plus rapide. Quant aux altruistes, bien qu'une argumentation qui lie une diminution de leur empreinte écologique à leur bien-être personnel ne leur soit pas nécessaire, ils méritent bien qu'on leur démontre qu'ils ont fait le bon choix, aussi bien pour les autres que pour eux-mêmes, en investissant dans le bien commun.

## **Un discours positif plutôt qu'alarmiste**

Est-il possible de trouver une argumentation rationnelle, basée sur des données scientifiques bien établies, qui puisse convaincre qu'il y a un intérêt anthropocentrique, voire égocentrique, à diminuer son impact sur l'environnement naturel ? Pour cela, il faut établir l'existence d'une relation forte entre l'environnement et le bien-être individuel : devenez plus heureux grâce à la protection de l'environnement. Une telle argumentation positive remplacerait efficacement le discours alarmiste – dont beaucoup d'entre nous se lassent – pour accélérer cette transition vers un développement durable. La rhétorique de la peur, qui annonce un effondrement de notre civilisation à moins que l'on n'abandonne notre mode de vie actuel, engendre la dénégation auprès des sceptiques, le cynisme auprès des nihilistes, le désespoir auprès des pessimistes et le rejet par les optimistes.

Dans ce livre, je suis à la recherche d'une approche qui mette en avant les bienfaits associés à une relation plus étroite avec la nature et un respect de l'intégrité de cette dernière. Je suis convaincu qu'une argumentation qui valorise les avantages d'un environnement naturel préservé en termes de bonheur, de santé et de sécurité est susceptible d'entraîner l'adhésion du plus grand nombre et de faciliter une attitude d'engagement constructif. La priorité est de motiver les personnes à adopter des comportements individuels appropriés et à contribuer à des décisions collectives qui répondent aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour susciter cette modification d'attitude, il faut faire appel à une source personnelle de motivation positive. Or qu'est-ce qui nous